

allons aussi nous procurer de nouveaux hélicoptères pour la marine ... et des dragueurs de mines pour la Réserve navale ... À court terme, toutefois, le Ministère va envisager des solutions de rechange pour se doter d'une marine modernisée et efficace.

Les forces canadiennes vont demeurer en Europe, et les effectifs vont rester à leurs niveaux actuels. Mais nous n'augmenterons pas nos effectifs militaires en Europe comme prévu dans le Livre blanc. À courte échéance, nous allons suspendre le renforcement de nos forces sur le continent européen, ce qui signifie non seulement que le projet relatif au char de combat est interrompu pour l'instant, mais aussi que nous n'achèterons pas d'autres pièces d'équipement importantes pour nos forces aériennes et terrestres en Europe. En ce qui concerne la région septentrionale de l'OTAN, nous allons nous en tenir à notre engagement et laisser un bataillon d'infanterie dans le nord de la Norvège.

Pour ce qui est du maintien de la paix, nous allons veiller à nous doter des ressources nécessaires afin de répondre aux demandes raisonnables qui vont nous être faites à ce chapitre, où que ce soit dans le monde.

J'en viens maintenant aux effectifs de la Première réserve au Canada. Nous n'allons pas pouvoir atteindre l'objectif de 65 000 hommes fixé dans le Livre blanc. Nous allons construire moins de centres d'instruction de la Milice et annuler certains projets d'acquisition d'équipement pour les réserves. Nous allons toutefois continuer de développer et de mettre en oeuvre le concept de la «force totale». Malgré tout cela, nous prévoyons en fait une expansion des réserves.

Étant donné les restrictions financières, qui sont notre contribution à la réduction du déficit, nous allons devoir limiter les frais de personnel du Ministère pour régler nos autres factures et poursuivre certains de nos programmes de ré-équipement. Il va donc nous falloir renoncer à porter l'effectif de la force régulière à 90 000 hommes. Nous nous dirigeons en fait vers des effectifs un peu plus modestes que ceux que nous avons aujourd'hui.

Enfin, et il s'agit là d'un sujet auquel le public s'intéresse tout particulièrement, nous allons fermer plusieurs bases et stations des Forces canadiennes et réorganiser les fonctions de certaines autres ... Le gouvernement reste néanmoins déterminé à relever, à plus long terme, le taux de croissance réelle des budgets militaires, ce qui devrait permettre au Ministère de se rapprocher des objectifs énoncés dans le Livre blanc.

LOIS WILSON

J'AIMERAIS COMMENCER

en disant que l'aide extérieure accordée par le Canada diminue tous les ans depuis 1984. Pas de façon très marquée, je l'admets, puisque nous avons tout de même enregistré des résultats relativement satisfaisants; mais en 1984, l'aide extérieure représentait 0,5 p. 100 du PNB, alors qu'en 1988, ce ratio était tombé à 0,46 p. 100 et que cette année, le budget prévoit un taux de 0,43 p. 100. Notre premier ministre avait promis que d'ici 1995, l'aide aux pays étrangers aurait atteint 0,6 p. 100 du PNB. Reste à savoir si le gouvernement pourra tenir cette promesse.

Hormis les États-Unis, le Canada est le seul pays dont l'aide extérieure ait ainsi diminué entre 1984 et 1989. Ce qui est plus inquiétant, c'est de constater que l'essentiel des compressions à ce chapitre va se faire au détriment de l'aide alimentaire. Par exemple, on va réduire l'aide alimentaire de 66 millions de dollars, tandis que 67 millions vont être affectés au déménagement de bureaux et de personnel à l'étranger pour décentraliser l'ACDI, ce qui est une question administrative.

Deuxièmement, j'aimerais préciser que sept ministères sont visés par les réductions de dépenses, mais que l'aide extérieure est le seul poste pour lequel on va enregistrer une réelle diminution de crédits.

Troisièmement ... on pourrait dans un sens dire du Canada qu'il abandonne les «deux tiers-mondes» [les deux tiers du monde les plus peuplés et les moins riches en ressources], juste au moment où ils s'attaquent à leur propre crise d'endettement et essaient de rembourser leurs emprunts. Avec la hausse des taux d'intérêt, je pense que les pays en développement vont avoir de plus en plus de difficultés à remonter la pente. On peut se demander quelle est la responsabilité du Canada dans ce problème ...

Quatrièmement ... Je pense que la réduction de l'aide extérieure est moralement choquante si on la replace dans le contexte de l'affluence relative du Canada. Mais comme l'a dit M. Wood, les victimes sont malheureusement très loin d'ici. Les Indonésiens n'ont pas le droit de vote, et ce sont eux qui vont ressentir l'effet des compressions. Je vois donc que le débat est essentiellement axé sur la scène nationale, et non pas tant sur le contexte international des responsabilités du Canada.

DOUGLAS ROSS

JE PENSE QU'ON A BEAUCOUP TROP ACCORDÉ d'attention au tollé de protestations soulevé

par l'incidence des augmentations d'impôts. Tous ces discours sur le supposé «raz-de-marée fiscal» et sur notre énorme dette qui fait du Canada, comme l'a dit Peter Newman, un Zaïre peuplé d'ours polaires, me paraissent vraiment exagérés ...

... Il y a beaucoup de moyens pour combler le déficit que nous n'avons pas utilisés ... D'une façon générale, le gouvernement ne s'en est pas pris aux profits des sociétés, il n'a pas cherché à réquisitionner les ressources financières des plus nantis pour nous assurer une contribution raisonnable à l'ordre international et préserver notre capacité de mettre en oeuvre des politiques extérieure et de défense efficaces. J'estime que ces compressions budgétaires sont mal indiquées et qu'elles arrivent à un mauvais moment. Je n'hésiterais certainement pas à reprendre les remarques de Lois Wilson, qui a qualifié de «grave erreur» ces coupures dans le budget de l'aide extérieure.

Passons maintenant à notre capacité générale de payer et de contribuer. Quand on regarde la contribution canadienne au cours des vingt dernières années, nous voyons qu'elle a diminué régulièrement, tant au plan de la politique de défense qu'à celui de l'aide internationale au développement. À la fin des années 1960, ces deux postes représentaient largement plus de 3 p. 100 du PNB; nous en sommes maintenant à près de 2,7 p. 100 ...

... Si nous comparons notre cas à celui des Pays-Bas, de la Norvège ou du Danemark, nous nous en tirons très mal. Prenons l'exemple des Pays-Bas qui, entre 1967 et 1987, ont systématiquement consacré à ces deux postes un total d'environ 4,3 à 4,4 p. 100 de leur PNB à l'ordre international. En vingt ans, il y a cependant eu une redistribution: les dépenses militaires sont tombées de 3,8 à 3 p. 100 du PNB, la part de l'aide internationale au développement ayant augmenté en proportion. Même chose pour la Norvège. Ses dépenses en matière de défense ont chuté de 3,5 à 3,1 p. 100 du PNB, tandis que l'aide au développement est passée de 0,17 à 1,09 p. 100 du PNB. Il y a même des membres de l'OTAN qui consacrent plus de 1 p. 100 de leur produit national brut à l'aide au développement!

Quelle est l'incidence des réductions de dépenses sur la défense? Ce que je vois se dessiner d'une façon générale, c'est une marginalisation de plus en plus nette de la politique de défense du Canada et, par ricochet, de sa politique étrangère. Nous ne nous exprimons pas sur les grandes questions d'actualité internationale, et ce n'est pas une coïncidence. On ne prend pas le genre d'initiatives dynamiques qu'un pays jouissant d'une sécurité aussi affirmée que la nôtre devrait prendre.

Nous n'avons rien à craindre? Avec la technologie moderne, les techniques de plus en plus perfectionnées des systèmes d'armes stratégiques, je pense que nous sommes effectivement de plus en plus menacés. Si nous participons à la modernisation du NORAD, si nous avons intérêt à envisager de plus en plus sérieusement un renforcement massif de nos moyens de défense côtière, c'est précisément à cause de l'avènement de nouveaux missiles de croisière perfectionnés et des SLBM (missiles balistiques lancés de sous-marins), capables de détruire des cibles renforcées ...

À très juste titre, nous avons accepté de faire notre part pour essayer de stabiliser la dissuasion. Est-ce que ce nous nous acquitons de cette obligation avec ce budget? Non, nous avons au contraire choisi de nous dérober, nous disons simplement aux États-Unis: «Désolés, vous allez devoir le faire pour nous ...» ►

«... le demi-million de personnes dépossédées de leur maison par la tornade qui a balayé le Bangladesh ... ne peuvent pas dire leur mot ... mais vont ressentir les effets des coupures d'une manière plus aigüe que la plupart d'entre nous ne peut l'imaginer.»

« Il est tout simplement ridicule de ne revoir sérieusement notre position de défense que tous les quinze ans ... »